



Les États américains devant l'économie mondiale

PAR EARL FRY

En réaction à la mondialisation et à la révolution que représentent les technologies d'information, presque tous les États et certaines municipalités du système fédéral américain ont décidé de participer activement au secteur international afin de protéger les intérêts de leurs citoyens.

Les importations et les exportations représentent actuellement un quart du PNB américain. Plus de 18 millions d'emplois aux É.-U. sont directement reliés à l'économie internationale, dont 12 millions sont directement rattachés aux exportations, un million au tourisme international, alors que 5 millions et demi d'Américains travaillent aux États-Unis pour le compte de sociétés étrangères.

Indirectement, un nombre encore plus grand d'emplois sont reliés à l'économie internationale parce que la pénétration des importations atteint des niveaux sans précédents et que les compagnies locales doivent concurrencer dans leur propre marché domestique les biens et services provenant de l'étranger.

Ces gouvernements estiment qu'il est indispensable de participer à l'échelle nationale et internationale puisqu'un pourcentage si important des revenus

des États et des municipalités provient des activités des entreprises locales.

La scène internationale

Évalués en fonction de leur production annuelle de biens et de services, trois États américains, soit la Californie, l'État du New York et le Texas pourraient figurer parmi les dix économies nationales dominantes au monde, alors que 20 États américains comptent parmi les plus importants pays.

À l'échelle internationale, l'élargissement des activités économiques des États américains s'est avéré fort impressionnant. En 1970, quatre États avaient des bureaux à l'étranger, alors qu'à présent, Porto Rico et 42 États américains ont 180 bureaux à l'étranger dans presque 30 pays distincts.

Plusieurs gouverneurs et maires de villes importantes dirigent annuellement au moins une mission internationale, et les gouvernements des États américains consacrent plus de 100 millions de dollars par an à leurs programmes internationaux, en plus d'offrir des milliards de dollars en subventions, prêts ou dégrèvements d'impôt à des sociétés étrangères désireuses de créer des filiales en sol américain.

Par exemple, la Californie, avec une population de 34 millions, possède une base de production dépassant un trillion de dollars annuellement, et son budget gouvernemental atteint presque 100 milliards de dollars par année; cet État a une douzaine de bureaux à l'étranger et participe à de nombreuses missions commerciales internationales, à des foires commerciales et à d'autres genres d'activités outre-mer.

L'Ohio a sept bureaux à l'étranger, sans compter trois bureaux supplémentaires en Amérique latine parrainés conjointement par plusieurs États des Grands Lacs.

L'Utah, avec sa population réduite de seulement deux millions, a négocié des contrats avec des représentants de 25 pays différents pour qu'ils fournissent des services spécialisés à des sociétés établies dans cet État et aident à attirer de nouveaux investissements, ainsi que des touristes à cet État.

Le programme national

Au pays, les gouvernements des États et les municipalités tentent de créer des économies concurrentielles à l'échelle internationale, et reconnaissent que la

*L*a mondialisation économique s'intensifie compte tenu des échanges internationaux sans précédent de biens, de services, de capitaux, de technologie et des individus. Le commerce mondial de biens et de services atteint presque sept trillions de dollars américains par an, et cet accroissement se produit à un taux presque trois fois supérieur à celui de la croissance totale des économies nationales.

La croissance des services commerciaux, des investissements privés et des investissements internationaux directs, ainsi que celle du tourisme international, est encore plus importante que l'expansion des échanges mercantiles.

La société McKinsey & Associates estime que seulement un cinquième de la production mondiale fait actuellement l'objet d'une concurrence universelle au chapitre des produits, des services et de la propriété. Cependant, cette société prévoit que d'ici 30 ans, quatre cinquième de la production mondiale pourrait faire l'objet d'une concurrence à l'échelle mondiale, ce qui pourrait déboucher sur un élargissement encore plus imposant de l'intégration économique à l'échelle mondiale.

Le rythme de l'interdépendance régionale et mondiale s'accélère en raison de la révolution des technologies d'information (TI).

La publication intitulée Encyclopedia of the Future estime que la quantité d'information à caractère scientifique double tous les 12 ans, alors que l'information à caractère général double à tous les deux ans et demi.

Bill Gates prévoit que plus de changements se produiront dans le milieu commercial international d'ici dix ans que tous ceux qui se sont produits depuis cinquante ans, et que la vitesse deviendra le thème dominant.

La révolution des TI comprend la prolifération des ordinateurs puissants, l'expansion rapide d'Internet et la croissance du nombre d'internautes, la numérisation, les techniques sans fil, la miniaturisation, les fibres optiques, et la croissance de la bande de fréquence.

Les nouvelles techniques ont consolidé les réseaux de production internationaux et perpétué les marchés boursiers et les cycles commerciaux fonctionnant 24 heures sur 24, lesquels se divisent à peu près en tranches de huit heures en Asie, en Europe et en Amérique.

mondialisation ainsi que la révolution des TI pourrait avoir un impact sur un État ou une ville fort différent de ses effets sur d'autres États et villes du système fédéral américain.

Ainsi, Detroit a perdu presque 70 p. 100 de ses emplois dans le secteur manufacturier depuis son « âge d'or » des années 1960, alors que les emplois dans Silicon Valley ont augmenté de presque 1 000 p. 100 depuis 20 ans.

Depuis 1999, les emplois reliés à Internet en Californie ont plus que doublé, à une époque où les agriculteurs dans plusieurs autres États subissaient la perte d'exportations agricoles.

Le Progressive Policy Institute de Washington, D.C. fait remarquer que les programmes des États se concentrent sur cinq secteurs principaux, soit les emplois reliés au savoir, la mondialisation, le dynamisme et la concurrence économique, la transformation en une économie numérique, et la capacité d'innovation technologique.

Plusieurs États tentent de mettre au point des centres technologiques, en espérant qu'ils aient l'effet de « grappes » et créent de mini-Silicon Valleys.

Gray Davis, gouverneur de la Californie, fait remarquer que la Silicon Valley n'existe pas il y a 50 ans, ni d'ailleurs l'industrie de la biotechnologie il y a 30 ans, et qu'Internet n'existe que depuis dix ans. Le gouvernement de cet État offre des fonds pour des California Institutes for Science and Innovation intégrés à plusieurs universités publiques et qui s'intéressent aux nouvelles découvertes en médecine, en biogénie, en télécommunications et systèmes d'information, en ressources énergétiques, en technologies spatiales et en technologies agricoles.

Comment se débrouillent les municipalités et les gouvernements des États?

La structure fédérale américaine présente à la fois des avantages et des inconvénients en période de mondialisation et de révolution des TI.

Pour ce qui touche cette dernière catégorie, les gouvernements des États adoptent occasionnellement différents points de vue sur les dossiers par rapport au gouvernement national, tels que par exemple la tentative du Massachusetts de punir les sociétés transigeant avec la Birmanie, ce qui peut nuire au pays dans

sa tentative de tenir un discours uniifié en matière d'affaires étrangères.

Une deuxième préoccupation se rapporte aux milliards de dollars en stimulants offerts par les municipalités et les gouvernements des États qui se livrent concurrence pour attirer des sociétés étrangères dans leurs juridictions respectives, en dépit d'études indiquant que presque toutes les entreprises étrangères sont prêtes à investir aux États-Unis sans recevoir d'incitatifs de la part du gouvernement.

Un troisième problème est le dédoublement d'activités et de services alors que les États ouvrent des bureaux à l'étranger ou parrainent leurs propres missions commerciales, même si une éventuelle coordination avec d'autres États ou avec le gouvernement fédéral pourrait leur sauver à la fois temps et efforts.

Une quatrième préoccupation porte sur la nature sporadique de la coopération intergouvernementale en ce qui touche la préparation à la mondialisation et aux changements technologiques rapides.

Enfin, un cinquième problème est lié aux ressources relativement limitées que les gouvernements des États consacrent à leurs programmes internationaux. En guise de comparaison, le Québec a un budget international plus important que celui des 50 gouvernements des États américains pris ensemble (à l'exclusion des mesures d'incitatifs à l'investissement).

L'avantage principal du système fédéral américain se rapporte à une observation de l'ancien juge de la Cour suprême des États-Unis, Louis D. Brandeis :

« Par un heureux incident occasionné par le système fédéral, un seul État courageux est en mesure, si ses citoyens en décident ainsi, de servir de laboratoire et de tenter de nouvelles expériences sociales et économiques sans risque pour le reste du pays. »

Plusieurs gouvernements des États, travaillant de concert avec leurs secteurs privés, ont été des laboratoires d'innovation, tout spécialement en ce qui touche l'essor des nouvelles technologies.

Les municipalités et les gouvernements des États doivent aussi supporter le fardeau de mettre au point des infrastructures et des systèmes éducatifs de niveau mondial, lesquels s'avèrent critiques pour que leurs secteurs privés puissent demeurer concurrentiels au niveau mondial. La flexibilité et l'adaptabilité que l'on retrouve

dans le système fédéral américain constituent d'importants avantages en période de changements économiques et technologies sans précédent.

* * *

Plus qu'avant, les municipalités et les gouvernements des États américains ont une présence internationale. Cette activité devrait s'intensifier à mesure que la mondialisation et les nouvelles techniques réduisent la distance physique et psychologique entre les populations locales et l'arène internationale.

Historiquement, les États-Unis ont été un pays plutôt provincial et insulaire, fixé sur lui-même et quelque peu nombriliste. Il est possible que le slogan « penser à l'échelle mondiale et agir localement » pourra promouvoir une participation internationale plus constructive et faire ressortir l'idée qu'il est impossible pour les États nations individuels de résoudre par eux-mêmes les nombreux problèmes auxquels le monde doit faire face aujourd'hui.

D'autre part, les municipalités et les gouvernements des États ont fait très peu pour promouvoir dans les écoles publiques une formation en matière de langues étrangères et une meilleure connaissance des dossiers internationaux.

À l'encontre du Québec, très peu d'États américains aident les familles à faire revenir à acheter des ordinateurs et à naviguer sur Internet, ce qui exacerbe les divisions entre riches et pauvres.

De plus, à l'encontre de l'Alberta, très peu d'États ont dressé des plans sérieux afin de fournir à toutes les communautés rurales une connectivité Internet à haute vitesse et à une vaste bande de fréquence.

Facteur encore plus important, seuls quelques États ont mis au point des plans stratégiques détaillés pour relever les défis de l'avenir et profiter des perspectives nouvelles à une époque de mondialisation et de révolution technologique internationale.

Sans l'ombre d'un doute, le système fédéral américain doit s'adapter encore plus rigoureusement à un milieu international en évolution rapide, et l'on doit adopter de nouvelles perspectives pour rehausser la collaboration entre les gouvernements des États, le gouvernement national et les municipalités, et les citoyens. ☺